

juin 2008

COMMUNIQUE :

Les associations de professionnels réagissent aux annonces du COMITE INTERMINISTERIEL DES VILLES du 20 juin 2008 sur le « PLAN ESPOIR BANLIEUES »

Nous éprouvons un sentiment de scepticisme.

En tant que professionnels de la politique de la ville, nous nous réjouissons certes du retour de l'interministériel comme du lancement d'un certain nombre de mesures en faveur de la réussite scolaire, de l'emploi, de la sécurité ou encore de la santé, mais nous relevons aussi de nombreuses insuffisances et questions qui restent aujourd'hui sans réponse :

- La volonté de l'Etat est-elle de mener sa politique sans véritable concertation, alors que la politique de la Ville est depuis l'origine et par définition une politique partenariale ?
- Comment et avec qui ont été définis les 215 « quartiers prioritaires » ? Que fait-on des 2000 autres quartiers en Contrat Urbain de Cohésion Sociale ?
- Les moyens financiers sont très rarement précisés et les mesures sont souvent à la marge des politiques de droit commun, d'autant plus que nous appréhendons la réduction des effectifs de fonctionnaires sur certaines missions de droit commun qui touchent particulièrement les publics les plus fragiles (enseignants ou postes RASED en ZEP par exemple).

Et nous observons que dans ce Plan il n'est nulle part question de réforme des mécanismes de péréquation villes riches/villes pauvres, de nouvelles mesures pour la construction de logements sociaux dans les villes les plus favorisées, d'intégration, de lutte contre les discriminations, de démocratie participative ou de développement durable !

Une certitude : nous sommes très loin du plan « Marshall » pour les banlieues !

Ce que nous attendons donc maintenant, c'est de connaître la feuille de route du Président de la République pour « l'après 2009 », autour des enjeux structurants des politiques de développement durable et solidaire des quartiers et des Villes :

- Quelle **gouvernance locale et nationale** mettre en œuvre ?
Comment renouveler le partenariat entre l'Etat et les collectivités locales ?
Comment associer l'intercommunalité au « tandem Maire-Préfet » annoncé ?
A l'heure du retour de l'interministérialité, quel rôle peut avoir une Délégation Interministérielle à la Ville réduite au « secrétariat général » du CIV ?
Comment garantir la cohérence des projets locaux de territoire, ne pas démultiplier les dispositifs, les lignes de crédits spécifiques ou les mesures plaquées ?
- Comment rendre plus équitables les mécanismes de **péréquation fiscale** à l'heure où les inégalités entre territoires s'accroissent ?

- Comment élaborer la nouvelle « géographie prioritaire » de l'après 2009 avec les acteurs concernés ?
- Quelles perspectives se donner pour un « Programme National de Rénovation Urbaine n°2 » en tirant les leçons des insuffisances du premier ?
- Comment intégrer la dimension « développement durable » dans les projets de territoire et dans l'ensemble des politiques publiques ?
- Qu'en est-il de l'avenir des mesures lancées dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale : Projets de Réussite Educative, Maisons de l'Emploi, Ateliers Santé Ville,... ?
- Comment continuer à mobiliser les acteurs pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des projets urbains et sociaux de territoire ?
- Comment mobiliser l'ensemble de la société pour plus de solidarité et de "mieux vivre ensemble" ?

C'est autour de ces questions que l'IRDSU et AMADEUS poursuivront leurs réflexions dans les mois qui viennent et demandent la tenue de nouvelles Assises pour la Ville pour préparer « l'après 2009 ».

INTER-RESEAUX DES PROFESSIONNELS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

L'IRDSU est une Association qui regroupe 18 réseaux régionaux de professionnels en charge de la Politique de la Ville et 150 collectivités territoriales abonnées. Elle touche actuellement 6 500 professionnels et partenaires (chefs de projets, agents de développement, chargés de mission, directeurs territoriaux, services des collectivités, généralistes ou thématiques, quartier/ville/agglomération).

Basé sur le partage d'expériences, la mutualisation et le travail collaboratif, l'IRDSU vise à :

- Promouvoir les démarches de développement territorial durable, participatif et solidaire
- Soutenir les professionnels du développement social et urbain dans leurs missions
- Participer à la structuration des métiers et de l'ingénierie du développement territorial, dont ceux du développement social urbain.

Contacts :

Sylvie REBIERE-POUYADE – Présidente de l'IRDSU - Présidente du réseau DSU Aquitaine - Directrice du GIPDSU de l'Agglomération Bayonnaise
s.rebiere-pouyade@cvab.fr

Etienne VARAUT – Vice-Président de l'IRDSU - Président du réseau DSU Ile-de-France - Chef de projet de Bobigny
contrat.ville@ville-bobigny.fr

Marc Valette / Benoît BOISSIERE – Chargé de développement de l'IRDSU
 02 40 89 10 18 contact@irdsu.net - www.irdsu.net

AMADEUS

L'association des missions d'aménagement et de développement économique urbain et solidaire (AMADEUS), constituée en 1992, rassemble des professionnels de la Politique de la Ville œuvrant dans de grandes villes ou agglomérations françaises (Marseille, Lyon, Grenoble, Nantes, Paris, Toulouse, Rennes, Clermont-Ferrand, Mulhouse, Dunkerque, Angers, Montreuil, Plaine-Commune), positionnés au niveau des Directions Générales ou en proximité immédiate, et attachés à la conduite de démarches globales de Développement Social Urbain et à la territorialisation des politiques publiques locales.

Contacts :

Patrice ALLAIS - Président du réseau AMADEUS - DG Education Sports Quartiers - Ville de Rennes
pallais@ville-rennes.fr

Odile QUINTIN - Vice-Présidente du réseau AMADEUS - Chef de projet Politique de la Ville – Agglomération Grenobloise
odile.quintin@la-metro.org